

# Alexandre Fabre

Membre du Centre Ethique et Procédures  
(CEP)

Faculté de droit de Douai  
Agrégé des facultés de droit

Mél : [alexandre.fabre@univ-artois.fr](mailto:alexandre.fabre@univ-artois.fr)

---

## FONCTIONS

<b>Depuis 2013</b>	<b>Professeur de droit privé Douai</b>	<b>, Faculté de droit de</b>
<b>2011 - 2013</b>	<b>Sorbonne</b>	
<b>2007 - 2011</b>	<b>Maître de conférences en droit privé</b>	<b>Rennes 2</b>
<b>2003 - 2005</b>	<b>Paris X - Nanterre</b>	
<b>2000 - 2003</b>	<b>Allocataire-moniteur</b>	<b>- Nanterre</b>

---

## RESPONSABILITES COLLECTIVES ET SCIENTIFIQUES

### Responsabilités collectives

- 
- Membre de la commission de recrutement (2013/2014 ; 2014/2015)
- Président de la commission API (recrutement des ATER, professeurs invités et professeurs (depuis 2014)
- (2008 - 2011) uest, Université Rennes 2 (2008
- NA, cor .

### Responsabilités scientifiques

Co-responsable de la chronique mensuelle « Emploi » de la *Revue de droit du travail* (Dalloz).

Membre du comité éditorial de la *Revue de droit du travail* (Dalloz).

Responsable de la chronique droit du travail de la revue *Constitutions* (Dalloz)

Direction de dossiers parus dans les *Cahiers sociaux* (Les forfaits jours 2013 ; Variations sur le temps de travail 2014 ; Les accords collectifs issus de la LSE : premier bilan)

---

## FORMATION

- 2013**                    **Agrégation de droit privé et de sciences criminelles**  
1<sup>er</sup> concours externe  
Classé 6<sup>ème</sup>
- 2006**                    **Doctorat en droit privé et sciences criminelles**  
*Le régime du pouvoir de l'employeur*  
  
Université Paris X Nanterre, sous  
dir. Pr. Antoine Lyon-Caen.  
  
Publiée in coll. « Bibliothèque de droit social », tome 52, LGDJ, 2010  
  
*Prix de thèse « André Isoré » décerné par la Chancellerie des Universités de Paris 2007.*  
  
*Prix de thèse décerné par l'Association française de droit du travail et de la sécurité sociale 2007.*
- 2000**  
  
(mention bien), Université Paris X Nanterre.
- 

## ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

### Formation initiale

#### Cours magistraux

- **Droit du travail** (relations individuelles et collectives : 36 heures CM par semestre), L3,
- **Droit de la représentation du personnel** (24 heures CM/TD), M1, UFR Droit, Université Paris XIII (2010 - 2011).
- **Actualité du droit du travail** (8 heures CM), IEJ, Université Paris XIII (2008 - 2011).
- **Droit du travail (relations individuelles et collectives)**, M1, IEP de Rennes, (2008 - 2011).
- **Droit de la santé au travail** (20 heures CM), Lic. pro, Université Rennes 2 (2009- 2011).

#### Séminaires en Master 2

- **Techniques contractuelles** (20 heures CM), Master 2 J

- **Contentieux du contrat** (14 heures CM), Master 2 Carrières judiciaires et juridiques,
- **Droit des relations individuelles et collectives de travail** (28 heures CM), Master 2 J
- **Contentieux du travail**, (15 heures CM) Master 2 Carrières judiciaires et juridiques, tois (depuis 2015)
- **Droits fondamentaux et droit du travail**, Master 2 Recherche, Université Paris Panthéon Sorbonne (depuis 2016)
- **Licenciement pour motif économique** (24 heures CM), Master 2 Droit social et relations (depuis 2016)

---

## TRAVAUX ET RECHERCHES

### (1) Publications

#### OUVRAGES

- *Le régime du pouvoir de l'employeur*, Coll. « Bibliothèque de droit social », tome 52, préf. A. Lyon-Caen, LGDJ, 2010, 412 pages.
- *Le nouveau Code du travail*, en collaboration avec A. Lyon-Caen, Coll. A savoir, Dalloz, 2008, 247 pages.

#### RAPPORT DE RECHERCHES

- *Le contenu des accords collectifs de gestion de l'emploi*, étude réalisée dans le cadre de 2 pages.

#### ARTICLES DANS DES REVUES ET PARTICIPATION A DES OUVRAGES COLLECTIFS

- « Le temps de trajet des travailleurs nomades devant la Cour de justice : la mobilité vue de plus haut », *Droit social*, janvier 2016, p. 58.
- « Validation des PSE négociés ? », *Sem. Soc. Lamy*, n° 1704 du 28 décembre 2015, p. 10.
- « ? », *Droit social*, nov. 2015, p. 882.
- « ? », *Cahiers sociaux*, nov. 2015, p. 605.
- « Regard sur le « nouveau ? », *BICC* n° 827 du 15 septembre 2015. résiliation judiciaire ».
- « Loi Macron : barème, en quête de prévisibilité », *Lexbase, hebdo éd. soc*

- «  
n° 270, janv. 2015, p. 55  
», *Les cahiers sociaux*,
- «  
fausse autonomie », in *La  
prévention des risques professionnels*, dir. F. Héas, *Semaine sociale Lamy*, n° 1655, 8  
décembre 2014, p. 39.
- «  
tierce », *Revue de droit du travail*, nov. 2014, 672.
- « M  
: quelles alternatives à la rupture », *Semaine  
sociale Lamy*, n°1640 du 21 juillet 2014, p. 7.
- « Salariés sédentaires vs salariés nomades. Le va-et-vient de la jurisprudence sur la  
mobilité géographique », *Semaine sociale Lamy*, n°1633 du 2 juin 2014, p. 6.
- «  
», in *Egalité et droit social*, dir. J.-F. Akandji-Kombé, IRJS  
éditions, 2014, p. 87.
- «  
: et si le salarié avait son mot à dire », *Les Cahiers sociaux*, n°  
263, avril 2014, p. 336
- «  
économique », *Revue de droit du travail*, n° 12, 2013, p. 752.
- « Le contentieux du forfait-  
nov. 2013, p. 479.  
», *Les Cahiers sociaux*, n° 257,
- «  
», *Revue de droit du travail*, n°  
3, 2013, p. 184.
- «  
», in *Le droit social,  
l'égalité et les discriminations*, Dir. G. Borenfreund et I. Vacarie, coll. Thèmes et  
commentaires, Dalloz, 2013, pp. 107-131.
- «  
: une comparaison public /  
privé », in *Droits du travail & des fonctions publiques : Unité(s) du Droit ? Influences,  
convergences, harmonisations*, Actes du colloque de Nanterre - 30 septembre / 1<sup>er</sup> octobre  
2010, Dir. M. Touzeil-Divina et M. Sweeney, Coll.  
p. 65.
- «  
galité, où es-tu ? »  
*Semaine sociale Lamy*, n° 1560 du 19 novembre 2012, p. 11.
- « Les résistances du droit du travail français face à la crise », avec E. Dockès, *Dr. ouv.*  
2012, p. 78.
- « Les temps du travail : entre libertés et pouvoirs », *Semaine sociale Lamy*, supplément n°  
1508 du 10 octobre 2011, p. 141.
- « Coup de froid sur la GPEC : quand anticipation ne rime plus avec exonération ! »,  
*Semaine sociale Lamy*, n° 1483, 14 mars 2011, p. 7.

- « Accord sur le portage salarial : la fin des incertitudes ? », *Semaine sociale Lamy*, n° 1454, 12 juillet 2010, p. 2.
- « La négociation des plans de restructuration », *Droit ouvrier* 2010, p. 739.
- « Le portage salarial au milieu du gué », *Semaine Sociale Lamy*, n° 1435-1436, 8 mars 2010, p. 11.
- « Panorama critique de la \_\_\_\_\_ », in *Emploi en ruptures*, Dir. B. Gomel, D. Méda, E. Serverin, Coll. Thèmes et commentaires, Dalloz, 2009, pp. 249-260.
- « Le défi des restructurations », avec C. Sauviat, in *La France du travail*, Editions de 2009, pp. 165-194.
- « Rupture conventionnelle et champ du licenciement pour motif économique : une exclusion troublante », *Revue de droit du travail*, n° 11, nov. 2008, pp. 653-658.
- « \_\_\_\_\_ : une tentative \_\_\_\_\_ », en collaboration avec F. Lefresne et C. Tuschziner, *Revue de l'OFCE*, octobre 2008, pp 5-28.
- « Réflexions sur la recodification du droit du travail », en collaboration avec M. Grévy, *Revue de Droit du travail*, n° 6, déc. 2006, pp. 362-369.

#### NOTES ET OBSERVATIONS DE JURISPRUDENCE

- *Contributions à la chronique mensuelle « Emploi » de la Revue de droit du travail (Dalloz)*
  - « \_\_\_\_\_ : la fenêtre \_\_\_\_\_ », obs. sous Soc. 23 mars 2016, *RDT*, n° 4, avril 2016, p.
  - « Du caractère normateur des plans de départs volontaires », obs. sous Soc. 12 janvier 2016, *RDT* n° 2, février 2016, p. 97.
  - « La notion de licenciement au sens de la directive 98/59 : une conception extensive riche en virtualités », obs. sous CJUE 11 novembre 2015, aff. C-422/14, *RDT* n° 1, janv. 2016, p. 37.
  - « Périmètre des licenciements collectifs au sens de la directive 98/59 », Obs. sous CJUE 30 avril 2015 et 15 mai 2015, *RDT* n° 6, juin 2015, p. 400.
  - « Le contrat de sécurisation professionnelle devant la Cour de cassation ou le changement dans la continuité », Obs. sous Soc. 17 mars 2015, *RDT*, n° 5, mai 2015, p. 328.
  - \_\_\_\_\_ économique \_\_\_\_\_ ? », Obs. sous Soc. 17 mars 2015, *RDT*, n° 5, mai 2015, p. 331.
  - \_\_\_\_\_ en difficultés, *RDT*, n° 4, avril 2014, p. 356.

- «  -elle toujours une obligation préalable au licenciement ? », Obs. sous Soc. 26 juin 2013, *RDT*, n° 10, octobre 2013, p. 626.
- «  : le choix de la solidarité », Obs. sous Soc. 15 mai 2013, *RDT*, n° 9, septembre 2013, p. 559.
- « Du nouveau chez Pôle emploi  », com instruc. du 11 décembre 2012, *RDT*, n° 2, février 2013, p. 106.
- «  s, il a aussi des droits », Obs. sous TA Paris 11 septembre 2012, *RDT*, n° 10, octobre 2012, p. 558.
- « Convention de reclassement personnalisé et licenciement économique : une assimilation persistante », Obs. sous Soc. 12 juin 2012, *RDT*, n° 10, octobre 2012, p. 556.
- « Le chômage partiel ne connaît pas la crise ! Retour sur une réforme au long cours », *RDT*, n°5, mai 2012, p. 286.
- « Vers une plus grande effectivité du transfert conventionnel des contrats de travail », Obs. sous Soc. 7 décembre 2011, *RDT*, n° 2, février 2012, p. 96.
- «  », Obs. sous Soc. 30 novembre 2011, *RDT*, n° 1, janvier 2012, p. 34.
- « Difficultés économiques  », Obs. sous Soc. 22 septembre 2011 et Soc. 23 novembre 2011, *RDT*, n° 1, janvier 2012, p. 37.
- «  : le « but lucratif  », Obs. sous Soc. 18 mai 2011, *RDT*, n° 9, septembre 2011, p. 503.
- « Les plans de départs volontaires et le délicat problème de sélection des candidats », Obs. sous Soc. 1<sup>er</sup> février 2011, *RDT*, n° 7-8, juillet-août 2011, p. 437.
- « Actualité de la motivation du licenciement économique », *RDT*, n° 7-8, juillet-août 2011, p. 439.
- « Regards croi  », obs. sous CE, 4<sup>ème</sup> sous section, 12 janvier 2011 et Soc. 15 décembre 2010, *RDT*, n° 3, mars 2011, p. 179.
- «  nouveau signe de soumission au droit du licenciement pour motif économique ? », obs. sous Soc. 13 juillet 2010, *RDT*, n° 10, octobre 2010, p. 580.
- « Délais de saisine du juge en matière de licenciement économique : la Cour de cassation  », Obs. sous Soc. 15 juin 2010, *RDT*, n° 9, septembre 2010, p. 512.
- « La convention de reclassement personnalisé sur les traces de la convention de conversion », Obs. sous Soc. 14 avril 2010 (deux arrêts) et Soc. 5 mai 2010, *RDT*, n° 7/8 juillet-août 2010, p. 437.
- « Contre qui le salarié peut-contrat de travail ? », Obs. sous Soc. 2 décembre 2009, *RDT*, n° 3, mars 2010, p. 166.
- « Modification du contrat et obligation de reclassement  ! », Obs. sous Soc. 29 novembre 2009, *RDT*, n° 2, février 2010, p. 103.
- «  volontaires », Obs. sous CA Versailles, 14<sup>ème</sup> Ch., 1<sup>er</sup> avril 2009, n°09/01005, *RDT*, n° 6, juin 2009, p. 380.
- «  », Obs. sous CA Toulouse, 4<sup>e</sup> Ch. sect. 2, 30 janvier 2009, *RDT*, n° 5, mai 2009, p. 309

- « », Obs.  
sous Soc. 16 décembre 2008, *RDT*, n° 3, mars 2009, p. 165.
  - «  
encore ? », Obs. sous Soc. 24 juin 2008, *RDT*, n° 11, novembre 2008, p. 666.
  - « : un revirement  
salutaire », Obs. sous Soc. 18 mars 2008, *RDT*, n° 9, septembre 2008, p. 527.
  - « », Obs.  
sous Soc. 12 mars 2008, *RDT*, n° 6, juin 2008, p. 387.
  - «  
cession », Obs. sous Soc. 29 janvier 2008, *RDT*, n° 5, mai 2008, p. 310.
  - « Responsabilité délictuelle de la société mère au titre d'une garantie d'exécution d'un PSE  
établie dans une filiale », Obs. sous Soc. 27 novembre 2007, *RDT*, n° 3, mars 2008, p.  
178.
  - « : une  
combinaison impossible » Obs. sous Soc. 20 novembre 2007, *RDT*, n° 2, fév. 2008, p.  
101.
  - « : entre autonomie et diversification »,  
Obs. sous Soc. 23 octobre 2007, *RDT*, n° 1, janv. 2008, p. 33.
  - «  
collectif », Obs. sous Soc. 9 octobre 2007, *RDT*, n° 12, déc. 2007, p. 723.
  - « Retour sur le contrôle du licenciement pour motif économique », Obs. sous Soc. 20 juin  
2007, *RDT*, n° 10, oct. 2007, p. 585.
  - « A la recherche du critère de qualification de la résiliation amiable du contrat de travail »,  
Obs. sous Soc. 6 juin 2007, *RDT*, n° 9, sept. 2007, p. 519.
- *Contributions à la chronique Droit du travail et protection sociale de la revue  
Constitutions (Dalloz)*
    - « commentaire partiel de  
la décision n°2016-736 du 4 août 2016 sur la loi Travail », *Constitutions*, septembre-  
décembre 2016, à paraître.
    - « Loi Macron : le plafonnement des dommages-intérêts pour licenciements injustifiés  
», Cons. constit. n° 2015-715 DC du 5 août 2015, *Constitutions*,  
juin-septembre 2015, p. 421.
    - « La promesse présidentielle de « Florange »  
», Cons. Constit n°2014-692 DC du 27 mars 2014, *Constitutions*  
avril-juin 2014, p. 204.
  - *Panorama de droit du travail (en collaboration)*
    - Obs. sous Soc. 30 septembre 2009, *D.* 2010, pan. p. 679 ( articulation entre la gestion  
prévisionnelle des emplois et des compétences et le droit du licenciement pour motif  
économique).
    - Obs. sous Soc. 14 octobre 2008, *D.* 2009, pan. p. 591 (sur la clause de mobilité).



- Obs. sous Soc. 13 novembre 2008 *D.* 2009, pan. p. 594 (sur la clause contractuelle de
  - Obs. sous Soc. 31 octobre 2007, *D.* 2008, pan p. 444 (sur la validité de la convention de forfait annuel en jours).
  - Obs. sous Soc. 23 octobre 2007, *D.* 2008, pan. p. 447 (sur la clause contractuelle de
- *Autre notes et observations de jurisprudence*
    - « Clause de mobilité géographique : quelle(s) finalité(s) admissible(s) ?, *Cahiers sociaux*, n° 287, juillet 2016, p. 338.
    - « Les travailleurs transférés ont droit au maintien des conditions de travail résultant de la convention collective du cédant lorsque, bien que résiliée, ses effets sont provisoirement maintenus par la loi », CJUE, 11 septembre 2014, aff. C-328/13, *Lexbase hebdo éd. soc.* n° 589 du 6 novembre 2014.
    - « Non prise en compte des contrats aidés dans les effectifs : la Cour de cassation emboîte le pas de la Cour de justice », obs. sous Soc. 9 juillet 2014, n° 11-21.609, *Lexbase hebdo éd. soc.* n°582 du 11 septembre 2014
    - « Le droit au congé payé ne meurt pas avec le travailleur », obs. sous CJUE, 12 juin 2014, aff. C-118/13, *Lexbase hebdo éd. soc.* n°577 du 3 juillet 2014
    - « Le forfait-jours sous le contrôle du juge : entre exigence de précision de la convention individuelle et respect des mesures de protection du salarié », obs. sous Cass. soc. 12 mars 2014, n° 12-29141, *Lexbase hebdo éd. soc.* n° 566 du 10 avril 2014.
    - « e reclassement de  
! », obs. sous Cass. soc. 18 février 2014, n° 12-18029, *Lexbase, hebdo éd. soc.* n° 564 du 27 mars 2014
    - « changement s et droit à la vie personnelle et familiale du salarié : une valse à trois temps », Obs sous CA Paris 10 novembre 2013, *Les cahiers sociaux*, n° 260, janvier 2014, p. 453.
    - « », Obs. sous Com. 3 juillet 2012, *JCP éd. G* 1073.
    - « Modification du contrat et droits fondamentaux », Obs. sous Soc. 3 nov. 2011, *Semaine Sociale Lamy*, n° 1518 du 19 décembre 2011, p. 11.
    - « La durée maximale de la mise à pied doit être précisée par le règlement intérieur (ou olimitation du pouvoir   
Soc. 26 octobre 2010, *RDT*, n° 12, décembre 2010, p. 719.
    - « :  
possibilité offerte par la loi ou fraude à la loi ? », A mars 2010, *RDT*, n° 6, juin 2010, p. 369.
    - « », *RDT*,  
n°1, janvier 2009, p. 34.
    - « Critiques de quelques propositions du rapport Rouilleault », *RDT*, n°12, déc. 2007, p. 725
    - Obs. sous Soc. 27 septembre 2007, *juris-associations* n° 370, p. 11 (sur la notion de faute grave justifiant une mise à pied à titre conservatoire)

- Obs. sous Soc. 13 juin 2007, *D.* 2007, AJ, p. 1962-e de  
réduction du temps de travail).
- Obs. sous Soc. 23 mai 2007, *D.* 2007, AJ,
- Obs. sous Soc. 23 mai 2007, *D.* 2007, AJ, p. 1591-  
salarié par un huissier désigné sur requête).
- Obs. sous Soc. 23 mai 2007, *D.* 2007, AJ,  
preuve).
- Obs. sous 2<sup>ème</sup> civ. 10 mai 2007, *D.* 2007, AJ,  
des accidents du travail a
- Obs. sous Soc. 3 mai 2007, *D.* 2007, AJ,
- Obs. sous Soc. 3 mai 2007, *D.* 2007, AJ, p. 1504-  
accord collectif par un syndicat non-signataire)
- Obs. sous Soc. 27 mars 2007, *D.* 2007, AJ, p. 1142-1143 (sur la résiliation amiable du
- Obs. sous Soc. 7 mars 2007, *D.* 2007, AJ, p. 945 (sur la contrepartie financière de la  
clause de non-concurrence).
- Obs. sous 2<sup>ème</sup> civ. 22 février 2007, *D.* 2007, AJ, p. 791-  
législation des accidents du travail à une tentative de suicide).
- Obs. sous 2<sup>ème</sup> civ. 22 février 2007, *D.* 2007, AJ, lusion de la
- Obs. sous Soc. 14 février 2007, *D.* 2007, AJ, p. 660-661 (sur le contrôle de pertinence du
- Obs. sous Soc. 7 février 2007, *juris-associations* n°358, p. 9 (sur le régime spécifique de
- Obs. sous Soc. 9 janvier 2007, *D.* 2007, AJ, p. 375-376 (en faveur de la reconnaissance
- Obs. sous Soc. 31 janvier 2007, *D.* 2007, AJ, p. 505-506 (sur la nature juridique du  
PARE).
- Obs. sous Soc. 21 décembre 2006, *D.* 2007, AJ, p. 376-  
résiliation judiciaire du contrat de travail).
- Obs. sous Soc. 20 décembre 2006, *D.* 2007, AJ, p. 446 (sur la compétence exclusive du
- Obs. sous Soc. 27 mai 2003, *D.* 2004, som. com. p. 382-383 (sur la req  
contrat de franchise en contrat de travail).
- Obs. sous Soc. 26 novembre 2002, *D.* 2003, som. com. p. 394-395 (sur la surveillance
- Obs. sous Soc. 10 octobre 2001, *D.* 2002, som. com. p. 764 (sur la modification du contrat

## (2) Communications orales

- « Le statut du travailleur illégal », in *La lutte contre le travail illégal : défis et perspectives*, université d Artois, 30 septembre 2016
- « Nouvelles formes de travail ? », in demi-journée Gérard Lyon-Caen, *Subordination juridique, dépendance économique : quelles protections pour quels travailleurs ?*, université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 17 juin 2016.
- « La rupture conventionnelle et le juge », avec C. Radé, in *L'accord et le juge du travail*, Cour de cassation, 27 mai 2016
- « Le projet de réforme du licenciement pour motif économique », in *Le droit du travail en procès*, table ronde, 21 mars 2016, université Paris 1 Panthéon Sorbonne.
- « La diversité des régimes juridiques de mobilité », AFERP, 17 novembre 2015.
- « La mobilité géographique du salarié », avec A. Soumaire et A. Sutra, Commission sociale du Barreau de Paris, 9 novembre 2015.
- « Les IRP et la loi Rebsamen », Rassemblement national des CE, Force ouvrière, 3 novembre 2015
- « La réparation des préjudices des créanciers » avec J. Vallansan in *Réforme du droit des entreprises en difficulté, un an après*, Douai, 2 octobre 2015.
- « Le projet de loi sur le dialogue social » (table ronde avec E. Gayat et S. Béal), in *Où va le dialogue social* 1<sup>er</sup> juillet 2015.
- « Les ruptures contentieuses » (avec Camille Goasguen), in *Les Rencontres de la Chambre sociale 2015*, Cour de cassation, 20 mars 2015.
- « Etude de cas », in *Préjudices et indemnisation en droit social* mars 2015.
- « Qualité de vie au travail, experts CE et administration du travail », in *Qualité de vie au travail et droit du travail*, colloque Droit social, 14 novembre 2014, Paris.
- « La fondamentalisation européenne », in *La protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne : entre évolution et permanence* juin 2014
- « », Université de Toulouse, 14 février 2014.
- « Vers un droit des mobilités ? », AFDT, Chambre sociale de la Cour de cassation, Paris, 31 janvier 2014
- « », in *Egalité et droit social*, cycle de conférence organisé par le CRDS-IRJS, Université Paris 1, 19 avril 2013.

- », in *Non-discrimination, Harcèlement et égalité de traitement*, formation ENM, 23 octobre 2012.
- « Égalité de traitement et gestion », in *Le droit social, l'égalité et les discriminations*, Université Paris Ouest Nanterre la défense, 15 juin 2012.
- « Aspects procéduraux du licenciement pour motif économique », in *Le licenciement pour motif économique*, formation ENM, 8 novembre 2011.
- «

- « Présentation de la loi du 4 mai 2004 sur la formation professionnelle tout au long de la vie et le dialogue social de Rouen, 25 août 2004.
- « Le discours de la libéralisation des échanges en guise de justifications », Séminaire international de droit du travail comparé sur le thème *Libéralisation des échanges et droit du travail* -19 juin 2004 (actes du séminaire parus aux éditions CEDAM, Padova, 2005).
- « La décentralisation productive et le droit du travail (le cas français) », Séminaire international de droit du travail comparé sur le thème *Décentralisation productive et droit du travail* -21 juin 2002 (actes du séminaire parus aux éditions CEDAM, Padova, 2004).

## **Organisation de colloques**

- *La lutte contre le travail illégal : défis et perspectives*, Faculté de droit de Douai, université d Artois, 30 septembre 2016 (avec Corinne Robaczewski)
- *Subordination juridique, dépendance économique...quelles protections, pour quels travailleurs ?* Université Paris Panthéon Sorbonne, 17 juin 2016 (avec Martine le Friant et Jean-Emmanuel Ray).
- *L'accord et le juge du travail*, Cour de cassation, 27 mai 2016 (avec Pascal Lokiec et Arnaud Martinon)
- *Réforme du droit des entreprises en difficulté, premiers bilans un an après*, Faculté de droit Alexis de Tocqueville, 2 octobre 2015 (avec Maxence Laugier)